

CORSE. CONTROVERSE SUR L'AVENIR INSTITUTIONNEL DE L'ILE

Chirac, réveille-toi ! Ils sont devenus fous...

Emmanuel LE ROY LADURIE
FIGARO - DEBATS ET OPINIONS
16/08/2000

Des fous, vraiment ? Mais à qui pourrions-nous appliquer cette épithète ? A certains Corses ? A quelques-uns aussi parmi nos hommes politiques ? Il faudrait y regarder de plus près. Mais disons qu'on n'a pas assez réfléchi peut-être sur le livre de Gilles Ménage, *L'Œil du pouvoir* (volume 2, paru récemment chez Fayard). Cet ouvrage prend une nouvelle actualité dans le climat corse de notre temps. Gilles Ménage fut chargé auprès du président Mitterrand de suivre les dossiers de la violence extralégale, notamment terroriste, en Corse (et ailleurs), pendant les 25 dernières années.

La III^e et même la IV^e République avaient laissé prospérer, « là-bas » très au Sud, le vieux système des clans, ce qui arrangeait pratiquement tout le monde. Avec la modernisation intervenue au fil des Trente Glorieuses, ce régime clanique n'était plus tenable. On devait trouver autre chose, compte tenu des résurgences d'ethnicité qui se faisaient jour. Parmi les solutions concevables aurait pu figurer... la démocratie, comme dans le Calvados ou les Deux-Sèvres. C'était peut-être trop simple, ou trop tôt. Quoi qu'il en soit, les nationalistes corses se sont engouffrés, comme le constate Gilles Ménage, dans la brèche ainsi créée.

Y aurait-il aujourd'hui un superclan ou hyperclan nationaliste, nébuleuse éclatée bien entendu, dans l'île de Beauté ? En cette conjoncture, le FLNC (Front de libération national de la Corse), aujourd'hui débordé par des durs, a pris le relais du modérantisme autonomiste des frères Siméoni. Le FLNC a su mobiliser une partie de la jeunesse corse sur un programme de résurrection nationale et linguistique ; influencer les médias par des mises en scène encagoulées; utiliser habilement les complicités et facilités journalistiques du cru ou d'ailleurs ; intimider les juges. Quant au gouvernement en place, socialiste ou pas, il faisait le plus souvent l'effet d'un Gulliver empêtré face aux attaques du genre « Chevènement-dinosaure », etc.

Les militants frontistes ont manipulé d'autre part avec bonheur des thèmes idéologiques déplacés comme l'anticolonialisme, alors que la Corse n'est nullement exploitée par le continent. Et puis on a tapé, comme au Pays basque, sur la grosse caisse des droits de l'homme (mais bien peu d'intellectuels français s'y sont laissé prendre). Grosse caisse aussi de « la défense des droits de la défense » à l'usage des militants incarcérés, fussent-ils meurtriers. Beaucoup de fonctionnaires continentaux ont préféré quitter l'île, poussés dehors par l'incontestable racisme du slogan IFF « Les Français dehors » (« I Francesi fora »), slogan appuyé par l'explosif, et qui n'a rien à envier aux élucubrations d'un Haider. Tout ceci, à commencer par l'impôt révolutionnaire, pourrait faire l'objet d'études passionnantes si des vies humaines n'étaient sacrifiées chaque année à ces comportements. Il y a quelques jours encore, c'était l'« exécution » de Jean-Michel Rossi.

On en a terriblement voulu à Daladier d'avoir « capitulé » à Munich, en 1938. Et pourtant cet homme politique avait en face de lui une superpuissance militaire, l'Allemagne

nazie. Disons-nous qu'il avait quelques excuses ? Rien de semblable dans le cas de l'accord actuel de Matignon où l'on croit devoir céder à un groupe limité de terroristes, armés de bombes, et qui font régner l'omerta sur une population locale vaguement apeurée.

José Rossi, supporter du texte de Matignon, parie sur les trois années à venir, qui seront ou seraient dénuées d'attentats, et sur l'extension à tout l'Hexagone de la réforme régionale de type corse, qu'en fait beaucoup de régions françaises ne revendiquent nullement. Souhaitons que l'histoire donne raison à M. Rossi : on ne peut l'accuser, lui, d'ambition présidentielle. Mais en réalité le mécanisme de la surenchère indépendantiste, y compris par voiture piégée, semble être en marche, déjà.

L'actuel président de la République aurait pu sortir de son silence (car on ne peut appeler « paroles » les quelques mots sibyllins qu'il a fait diffuser sur l'unité de la République). Il aurait pu dire « non » au processus de Matignon, comme l'auraient fait vraisemblablement de Gaulle et Mitterrand. Le pari gouvernemental actuel, comme l'ont suggéré Angelo Rinaldi, Jacques Julliard et d'autres, est pour le moins risqué, peut-être déraisonnable. Pour paraphraser un mot d'ordre contestataire des étudiants de Prague, en 1968, irons-nous jusqu'à crier, en y changeant simplement quelques mots : « Chirac réveille-toi ! ils sont devenus fous » ?